



PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur*

Unité départementale des Bouches-du-Rhône

Marseille, le

La Directrice Régionale

à

Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône

N° S3IC : 64.635 P2

**Rapport de l'inspection de l'environnement chargée des installations classées
relative à l'examen de la demande d'extension et de modification des
conditions d'exploitation de la brasserie exploitée par HEINEKEN ENTREPRISE
sur la commune de Marseille 11^{ème}**

Objet : Installations classées – Demande en date du 26 novembre 2019, complétée le 20 février 2020, de la société Heineken Entreprise pour son projet d'extension de sa brasserie exploitée sur le territoire de la commune de Marseille 11^{ème}

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Projet de courrier à la présidente de la métropole AMP

Par transmissions en date du 28 novembre 2019 et du 21 février 2020, vous m'avez adressé le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation visé en objet.

Ce dossier a fait l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas prévue à l'article R122-3 du Code de l'environnement. La société Heineken Entreprise a saisi l'autorité environnementale le 28 mai 2019, préalablement au dépôt du dossier de modification des conditions d'exploitation. Par arrêté en date du 27 juin 2019, le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a acté que le projet d'extension de la brasserie porté par la société Heineken Entreprise n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Le présent rapport vise à étudier la demande transmise par la société Heineken, et à proposer un arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions prévues par l'article R.181-45 du code de l'environnement.

1. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER

1.1 Le pétitionnaire

Raison sociale :	HEINEKEN ENTREPRISE SAS
Siège social :	2 Rue des Martinets 92500 RUEIL MALMAISON
Adresse du site :	11 Avenue François Chardigny – 13396 Marseille Cedex 11
Statut juridique :	SAS
N° de SIRET :	41484206200021
Nom et qualité du demandeur :	Monsieur Frederic CABRERA – Directeur du site
Interlocuteur pour le dossier :	Madame Valérie JACSON – Responsable HSE

1.2 Situation administrative

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1974, complété par les arrêtés préfectoraux suivants :

- Arrêté préfectoral complémentaire n°101-2004 A en date du 30 juillet 2004
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2006-161-A/PPA-NOxGIC en date du 20 novembre 2006
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2008-201 PC en date du 10 juillet 2008
- Arrêté préfectoral complémentaire n°372-2009 PC en date du 3 mai 2010
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2017-97-PC en date du 18 janvier 2018

1.3 Le site d'implantation

La brasserie Heineken se situe 11 Avenue François Chardigny à Marseille 11ème. Il s'agit d'une zone résidentielle et commerciale où sont implantées de nombreuses enseignes. Le site est implanté en zone UzvE du Plan Local d'Urbanisme de la ville (correspondant à la ZAC de la Valentine).

Les habitations les plus proches sont situées à moins de 10 m des limites de propriété du site.

Le site actuel occupe une surface de 102 840 m².

1.4 Le projet

La demande, déposée par la société Heineken, vise d'une part à une augmentation de 40% des capacités de production de la brasserie, et d'autre part à la modification des conditions d'exploitation et de certains équipements présents sur le site. Les principales modifications apportées sont les suivantes :

- Augmentation de 40% des capacités de production
- Augmentation de la quantité d'ammoniac mise en œuvre dans les équipements de réfrigération
- Mise en place d'une unité de méthanisation au niveau de la STEP interne
- Ajout d'une tour aéroréfrigérante

1.4.1 Installations classées et régime projeté

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Niveau d'activité actuel	Niveau d'activité projeté	Régime actuel	Régime projeté	Historique
3642-2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus: 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	Capacité maximale de production : 615 t/j	Capacité maximale de production : 863 t/j	A	A	Autorisation initiale : 15/10/1974 Dernière modification autorisée : 30/07/2004 (équivalent à 615 t/j)
2220-2-a	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. La quantité de produits entrants étant : 2. Autres installations a) Supérieure à 10 t/j	Quantité maximale de produits entrants : 97,5 t/j	Quantité maximale de produits entrants : 120 t/j	E	E	Autorisation initiale : 15/10/1974 Dernière modification autorisée : 30/07/2004 (équivalent à 97,5 t/j)
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à			E	E	Autorisation initiale : 30/07/2004

	500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. supérieur ou égal à 50 000 m3, mais inférieur à 300 000 m3	Volume total des entrepôts sur site : 161 378 m3	Volume total des entrepôts sur site : 161 378 m3			Dernière modification : 18/01/2018 Augmentation de 40 410 m³ (entrepôt Phenix)
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	Puissance thermique évacuée maximale : 7 000 kW	Puissance thermique évacuée maximale : 8 314 kW	E	E	Autorisation initiale : 30/07/2004
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)iv) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1 chaudière de 12,2 MW 1 chaudière de 10,7 MW Puissance thermique nominale totale : 22,9 MW	1 chaudière de puissance thermique nominale de 12,2 MW * 1 chaudière de puissance thermique nominale de 10,7 MW *	A	DC DC	Autorisation initiale : 15/10/1974
<i>*Les équipements ci-dessus sont équipés d'un système interdisant le fonctionnement simultané des 2 chaudières. Elles constituent par conséquent deux installations distinctes.</i>						
4735-1-b	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Quantité susceptible d'être présente : 800 kg	Quantité susceptible d'être présente : 1450 kg	DC	DC	Autorisation initiale : 30/07/2004
1532-3	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieure à 1 000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3	Volume susceptible d'être stocké: 2 364 m3	Volume susceptible d'être stocké: 2 454 m3	D	D	Autorisation initiale : 30/07/2004
2925-1	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale : 170 kW	Puissance maximale : 170 kW	D	D	Autorisation initiale : 30/07/2004

A autorisation
E enregistrement
D (C) déclaration (avec contrôles périodiques)

1.5 Les garanties financières

Le site exploité par Heineken n'est pas soumis à garanties financières.

2. SYNTHÈSE DES ENJEUX DU DOSSIER

2.1 Présentation et analyse des principaux impacts environnementaux

2.1.1 Justification du projet

Le projet doit permettre à la société Heineken d'augmenter ses capacités de production sur le site de Marseille, seule brasserie du groupe dans la moitié sud de la France.

2.1.2 Milieux physiques

Une étude d'incidence étudie les impacts potentiels de l'augmentation du niveau d'activité, qui concernent principalement les rejets aqueux. Ces derniers font l'objet d'un traitement dans une station d'épuration interne avant rejet vers la station d'épuration de Marseille via le réseau du SERAMM. Une convention a été établie entre Heineken et le SERAMM. Les concentrations des polluants rejetés (principalement DCO, DBO5 et MES) demeureront identiques à celles actuellement autorisées. Seuls les flux seront augmentés, proportionnellement à l'augmentation d'activité.

Les rejets d'eaux vers le milieu naturel sont limités aux eaux pluviales de toiture et de voiries (après traitement par débourbeur déshuileur).

Les rejets atmosphériques seront identiques à la situation actuelle.

L'étude d'incidence n'identifie aucun impact notable en matière de bruit, de vibration, de pollution lumineuse ou de trafic.

2.1.3 Milieu naturel

L'extension de la capacité de production n'implique aucune modification notable du milieu physique. En particulier, l'emprise du site et des bâtiments reste identique à la situation actuelle, les modifications se traduisant par un réaménagement des structures existantes.

L'établissement se situe dans une zone déjà fortement anthropisée et imperméabilisée et le projet n'induit pas de consommation d'espace naturel supplémentaire.

En outre, ce projet permettra une amélioration des dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales rejetées vers le ruisseau de la Garderonne. Certaines zones de voiries pour lesquelles les eaux de ruissellement ne font actuellement l'objet d'aucun traitement seront mises en conformité pour permettre la collecte et le traitement des eaux de ruissellement avant rejet.

2.2 Présentation et analyse des principaux dangers et risques

Le dossier comprend une étude de danger. L'analyse des risques réalisée par le pétitionnaire montre que le scénario d'accident majorant sur le site est une rupture franche du collecteur d'ammoniac à l'aval des compresseurs. Il est important de noter que les installations de réfrigération à l'ammoniac sont d'ores et déjà exploitées sur site, et que l'impact du projet ne concerne qu'une augmentation de la quantité d'ammoniac mise en œuvre, sans changement de régime qui reste à déclaration.

Ce scénario d'accident a fait l'objet d'une étude et de modélisations. Il ressort que ce scénario génère des effets à l'extérieur des limites du site. En particulier, il apparaît que la zone des effets irréversibles (risque toxique lié à l'ammoniac) impacte l'extérieur du site jusqu'à une distance d'environ 50 mètres des limites de propriété. Toutefois, il est important de noter que ces distances maximales sont déterminées à hauteur du panache, soit une hauteur de 25 mètres au-dessus du sol (cf. photo jointe). Les zones des effets létaux et létaux significatifs restent contenues dans les limites de propriété.

L'augmentation de la quantité d'ammoniac présente sur site dans le cadre de l'évolution du site n'est à l'origine ni d'un nouveau phénomène dangereux, ni de l'augmentation des risques générés par l'établissement depuis son autorisation en 1974. En effet, tout en restant toujours sous le seuil de la déclaration, la quantité d'ammoniac présente sur le site a variée entre 9,4 tonnes et 800 kg.

La zone concernée par les effets irréversibles ne contient aucune construction d'une hauteur, hors toiture, supérieure à 12 mètres, qui est par ailleurs la hauteur maximale actuellement autorisée par le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. Toutefois, et bien que ce scénario soit associé à une probabilité d'occurrence E (événement possible mais extrêmement peu probable) ne nécessitant pas de prescription en matière d'urbanisme (Circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04/05/07), un projet de courrier d'information à la présidente de la Métropole Aix Marseille Provence (copie au maire de Marseille) est joint au présent

rapport.

L'ensemble des autres scénarios étudiés a des effets contenus dans les limites du site.

L'étude de danger présente également l'ensemble des moyens de prévention ou de protection contre les risques envisagés.

3. Références législatives et réglementaires pour les modifications des ICPE soumises à autorisation environnementale

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L.181-14 du code de l'environnement qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L.181-31. »

Il convient de considérer une modification substantielle, au sens de l'article L.181-14 susvisé, si elle satisfait à l'une des trois situations fixées par l'article R.181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous :

« La modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement]

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45 [arrêté préfectoral complémentaire]. »

Rappel de l'article R.122-2 du code de l'environnement :

« II. Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.

Les autres modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique ou relevant d'un examen au cas par cas, qui peuvent avoir des incidences négatives notables sur l'environnement sont soumises à examen au cas par cas.

Sauf dispositions contraires, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les projets auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à évaluation environnementale. »

4. Analyse de l'inspection sur le caractère substantiel ou non de la modification

4.1 Positionnement par rapport au 1er critère de l'article R.181-46.I (renvoyant à l'article R. 122-2 du code de l'environnement sur l'évaluation environnementale)

Le projet était soumis à examen au cas par cas au titre de la ligne 1° b de l'annexe à l'article R. 122-2. L'autorité environnementale l'a dispensé d'évaluation environnementale par décision du 27 juin 2019. La modification n'est donc pas substantielle au titre du 1er critère de l'article R. 181-46.I.

4.2 Positionnement par rapport aux 2ème et 3ème critères de l'article R.181-46.I (dangers et inconvénients supplémentaires)

Les seuils quantitatifs et les critères à atteindre étaient fixés jusqu'au 13 décembre 2019 par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

Au vu des éléments exposés au 2 du présent rapport, l'inspection des installations classées considère que le projet de modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. En particulier, l'augmentation de la quantité d'ammoniac présente sur site porte la quantité totale à 1450 kg, qui demeure bien inférieure à la quantité initialement autorisée en 2004 (9 400 kg). La modification n'est donc pas substantielle au titre des 2ème et 3ème critères de l'article R.181-46.I.

5. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

5.1 Gestion des rejets aqueux

L'augmentation d'activité projetée par Heineken sera à l'origine d'une augmentation proportionnelle des rejets aqueux en termes de flux de polluants. Toutefois, les rejets font l'objet d'un traitement par une station d'épuration interne avant rejet vers la station d'épuration de Marseille. Le SERAMM, exploitant de la station d'épuration de Marseille, a donné son accord à Heineken pour une modification de la convention de déversement afin de prendre en compte l'augmentation des flux.

Seules les eaux pluviales sont rejetées vers le milieu naturel (ruisseau de la Garderonne) après collecte et traitement pour les eaux pluviales de voiries (mise en conformité totale à l'échéance 2021).

L'ensemble des prescriptions nécessaires à l'encadrement et au suivi des rejets aqueux du site est repris dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

5.2 Analyse de rejets atmosphériques

Les rejets atmosphériques demeureront quant à eux inchangés. La puissance autorisée des installations de combustion fait l'objet d'une réduction (passage au régime de la déclaration liée à l'impossibilité de fonctionnement simultané des deux chaudières présentes sur site).

Les rejets de poussières issus des installations de stockage et de traitement du malt sont également inchangés, mais font l'objet d'un encadrement et d'un suivi plus important dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

5.3 Analyse des risques accidentels présentés par le projet et de leurs conséquences

L'étude de danger a identifié un scénario d'accident principal, qui correspond à rupture franche du collecteur d'ammoniac à l'aval des compresseurs (installation de production de froid). Comme indiqué ci-dessus, ce scénario génère des effets toxiques irréversibles hors site, sans qu'aucune cible ne soit toutefois impactée (hauteur du panache de 19 mètres, supérieurs à la hauteur des habitations qui est de 12 mètres). En outre, ce scénario, qui concerne une installation soumise à déclaration, est associé par l'exploitant à une probabilité d'occurrence E (événement possible mais extrêmement peu probable) qui ne nécessite pas de prescription en matière d'urbanisme (Circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04/05/07).

Toutefois, un projet de courrier d'information à la présidente de la Métropole Aix Marseille Provence (copie au maire de Marseille) est joint au présent rapport.

Ce scénario concerne les installations de production de froid fonctionnant à l'ammoniac, soumises à déclaration contrôlée (rubrique 4735-1-b), pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à respecter l'ensemble des prescriptions applicables de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735.

La quantité d'ammoniac présente sur site a évolué au fil du temps, passant de 9 400 kg à 800 kg, tout en restant sous le régime de la déclaration.

L'analyse de l'étude de dangers et des autres scénarios étudiés a également permis la mise à jour des prescriptions applicables en termes de prévention et de protection. Cela concerne notamment la protection contre la foudre, les dispositifs de détection pour les installations fonctionnant à l'ammoniac, le suivi et l'entretien des moyens de protection, ainsi que l'accès et la circulation des services de secours sur le site.

5.4 Principales mesures reprises dans le projet d'arrêté préfectoral

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint, en complément de l'encadrement de l'augmentation d'activité, doit permettre une mise à niveau de l'ensemble des prescriptions applicable au site.

En particulier, le suivi des prélèvements en eau, des ouvrages de prélèvement (forages), des rejets aqueux et atmosphériques, des déchets ainsi que des moyens de prévention et protection, fait l'objet de nouvelles

prescriptions.

6. ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DU 5 DECEMBRE 2018

Par arrêté en date du 5 décembre 2018, la société Heineken a été mise en demeure, d'une part de transmettre les plans à jour de l'ensemble des réseaux de l'établissement, et d'autre part de porter à la connaissance du préfet des Bouches-du-Rhône la création d'un nouveau point de rejet des eaux pluviales correspondant au parking « employés ».

Par courrier en date du 24 avril 2019, la société Heineken a transmis les plans de ses réseaux ainsi qu'un dossier de porter à connaissance visant à régulariser le nouveau point de rejet.

Lors d'une inspection réalisée le 23 septembre 2019, l'inspection a pu constater que les travaux de mise en conformité avaient été réalisés conformément au dossier de porter à connaissance transmis, et permettaient la collecte et le traitement avant rejet dans la Gaderonne de l'ensemble des eaux pluviales du parking employés. Ce nouveau point de rejet a été intégré et règlementé dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint

Par conséquent, la société Heineken a satisfait à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 décembre 2018.

7. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le dossier transmis par la société Heineken relatif à l'augmentation de son volume d'activité de son établissement situé 11 Avenue François Chardigny à Marseille 11ème, est complet et régulier conformément aux dispositions des articles R513-1 et R181-46 du Code de l'environnement.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle. Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe. Il a été communiqué à l'exploitant par l'inspection le 3 mars 2020. Les observations de l'exploitant, qui portaient uniquement sur la forme, ont été prises en compte.

L'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'indiquer à la société Heineken qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation, et d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral ci-joint.

L'inspection de l'environnement propose à la signature de monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône le projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport.

En complément, l'inspection propose de porter à la connaissance de madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence et de monsieur le Maire de Marseille, les informations relatives aux risques générés par l'exploitation du site Heineken et susceptibles d'être à l'origine d'effets à l'extérieur du site. Un projet de courrier à cet effet est joint au présent rapport.

Le présent rapport est transmis à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement – Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux

Rédacteur : Le L'inspecteur de l'environnement	Vérificateur : L'inspecteur de l'environnement	Approbateur : Pour la directrice régionale, et par délégation
--	--	---